

## MODÈLE DE DÉLIBÉRATION RELATIVE À LA MISE EN PLACE DU RÉGIME INDEMNITAIRE TENANT COMPTE DES FONCTIONS, DES SUJÉTIONS, DE L'EXPERTISE ET DE L'ENGAGEMENT PROFESSIONNEL

*Ce document est un modèle de délibération. Les parties surlignées en jaune sont à compléter et/ou modifier en fonction de votre situation.*

*Dans certains articles, il vous appartient d'opérer un choix, des indications en italiques vous permettent de faire un choix en fonction de l'état du droit.*

*Le surlignage en jaune et les indications encadrées en italiques sont à supprimer lors de l'envoi de votre délibération.*

Vu le Code Général de la Fonction Publique, notamment ses articles L.712-1 et L.714-4 à L.714-13,

Vu le décret n°91-875 du 6 septembre 1991 pris pour l'application du premier alinéa de l'article 88 de la loi du 26 janvier 1984,

Vu le décret n°2010-997 du 26 août 2010 modifié relatif au régime de maintien des primes et indemnités des agents publics de l'État et des magistrats de l'ordre judiciaire dans certaines situations de congés,

Vu le décret n°2014-513 du 20 mai 2014 portant création d'un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la Fonction Publique de l'État et ses arrêtés d'applications,

Vu le décret n°2014-1526 du 16 décembre 2014 relatif à l'appréciation de la valeur professionnelle des fonctionnaires territoriaux,

Vu l'arrêté ministériel du 27 août 2015 pris pour l'application de l'article 5 du décret n°2014-513 portant création d'un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la fonction publique de l'État,

Considérant que le nouveau régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel est composé des deux parts suivantes :

- l'indemnité de fonctions de sujétions et d'expertise (IFSE) qui vise à valoriser l'exercice des fonctions qui constitue l'indemnité principale du régime indemnitaire

- le complément indemnitaire annuel (CIA) lié à l'engagement professionnel et à la manière de servir

Considérant qu'il appartient à l'assemblée de fixer la nature, les plafonds et les conditions d'attribution des primes et indemnités,

Vu l'avis du comité social territorial en date du .....

**APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ, LE CONSEIL MUNICIPAL/ LE CONSEIL COMMUNAUTAIRE/ LE CONSEIL SYNDICAL,.....,**

**ARTICLE 1** – DÉFINIT comme suit le régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel suivant les modalités définies aux articles suivants.

**ARTICLE 2** – DÉCIDE que peuvent bénéficier du régime indemnitaire : *(bénéficiaires à choisir en tout ou partie)*

- Les fonctionnaires titulaires
- Les fonctionnaires stagiaires
- Les agents contractuels de droit public

*Pour les agents contractuels de droit public, possibilité de définir des critères d'éligibilité suivant le type de contrat et/ou la durée du contrat et/ou l'ancienneté.*

*Les agents contractuels de droit privé ne peuvent pas bénéficier du RIFSEEP.*

Les cadres d'emplois concernés par le RIFSEEP sont : *(indiquer les cadres d'emplois concernés dans la collectivité, le RIFSEEP doit être instauré pour tous les cadres d'emplois présents dans la collectivité sauf pour le cadre d'emplois de la police municipale qui n'est pas éligible au RIFSEEP) :*

- ...
- ...

**ARTICLE 3** – DÉFINIT comme suit les montants annuels maximum de l'indemnité tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise :

| Groupe de fonctions | Liste des fonctions-emplois dans la collectivité | Montants annuels maximum en euros |
|---------------------|--|-----------------------------------|
| Cadre d'emplois     |  |                                   |
| Groupe 1            |  |                                   |
| Groupe 2            |  |                                   |
| Groupe 3            |  |                                   |

*(Se référer au tableau annexé définissant les cadres d'emplois et montants plafonds). Ce tableau est à dupliquer en autant de cadres d'emplois concernés par la délibération.*

**Article 4** – DÉCIDE des modalités d'attribution, de versement et de réexamen de l'IFSE comme suit :

➤ **Attribution**

L'autorité territoriale attribue individuellement l'IFSE à chaque agent dans la limite du plafond annuel déterminé par la présente délibération et en tenant compte des fonctions, des sujétions et de l'expertise de l'agent conformément aux critères suivants :

- .....
- .....
- .....
- .....
- .....

| Exemples non limitatifs de critères liés aux fonctions, aux sujétions, à l'expertise   |   |   |
|--|---|---|
| Critères ①   | Critère ②   | Critère ③   |
| Fonctions d'encadrement, de coordination, de pilotage ou de conception   | Sujétions particulières ou contraintes du poste au regard de son environnement professionnel  | Expertise, technicité, expérience ou qualification nécessaire à l'exercice  |
| Responsabilité plus ou moins lourdes en matière d'encadrement ou de coordination d'une équipe, d'élaboration et de suivi de dossiers stratégiques et de conduite de projets. | Contraintes physiques, horaires particuliers, lieu d'affectation, risques financiers et/ou contentieux, gestion d'un public difficile, déplacements, diversité des tâches | Valorisation des connaissances requises et/ou des compétences plus ou moins complexes de l'agent (niveau basique, intermédiaire ou expert), maîtrise d'outils technique ou informatiques, qualifications, habilitations réglementaires, degré d'autonomie ... |

#### ➤ Périodicité de versement

L'IFSE est versée mensuellement (*l'organe délibérant est libre de fixer une autre périodicité de versement*).

#### ➤ Modalités de versement de l'IFSE

Le montant de l'IFSE est proratisé en fonction du temps de travail de l'agent.

#### ➤ Réexamen

Le montant de l'IFSE fera l'objet d'un réexamen :

- en cas de changement de fonctions ou d'emploi
- en cas de changement de grade ou de cadre d'emplois à la suite d'une promotion, d'un avancement de grade ou de la nomination suite à la réussite d'un concours
- au moins tous les 4 ans en fonction de l'expérience acquise par l'agent

*Il appartient à la collectivité de déterminer les conditions de versement de l'IFSE en cas de congé de maladie ordinaire, de CITIS, de temps partiel thérapeutique, de période préparatoire au reclassement, de congé maladie... La délibération peut définir des modalités de suspension particulières du régime indemnitaire.*

*Pour rappel, l'article 1<sup>er</sup> du décret n°2010-997 du 26 août 2010, prévoit dans la fonction publique d'État, le maintien du régime indemnitaire dans les mêmes proportions que le traitement en cas :*

- De temps partiel thérapeutique,
- De période préparatoire au reclassement,
- De congé annuel,
- De congé maladie ordinaire,
- De congé pour invalidité temporaire imputable au service (CITIS)

**ARTICLE 5** – DÉCIDE que l'IFSE sera maintenue en cas de congé de maladie ordinaire dans les mêmes proportions que le traitement.

**ou**

**ARTICLE 5** - DÉCIDE que l'IFSE sera suspendue en cas de congé de maladie ordinaire.

**ARTICLE 6** – DÉCIDE que l'IFSE sera maintenue en cas de CITIS dans les mêmes proportions que le traitement.

**ou**

**ARTICLE 6** - DÉCIDE que l'IFSE sera suspendue en cas de CITIS.

**ARTICLE 7** – DÉCIDE que l'IFSE sera maintenue en cas de temps partiel thérapeutique dans les mêmes proportions que le traitement.

**ou**

**ARTICLE 7** – DÉCIDE que l'IFSE sera suspendue en cas de temps partiel thérapeutique.

**ARTICLE 8** – DÉCIDE que l'IFSE sera maintenue en cas de période préparatoire au reclassement dans les mêmes proportions que le traitement.

**ou**

**ARTICLE 8** – DÉCIDE que l'IFSE sera suspendue en cas de période préparatoire au reclassement.

*Le décret n°2024-641 du 27 juin 2024 prévoit que dans la Fonction Publique d'État, en cas de congé de longue maladie (CLM) ou de congé de grave maladie (CGM), le bénéfice du régime indemnitaire est maintenu à hauteur de 33% la première année et de 60% la deuxième et troisième années. En application du principe de parité, les collectivités peuvent prévoir le maintien de RIFSEEP en cas de CLM ou de CGM dans les limites susmentionnées. La suspension du RIFSEEP en cas de CLM ou CGM est légale. Le maintien du RIFSEEP en cas de Congé Longue Durée (CLD) reste illégal.*

**ARTICLE 9** – DÉCIDE que l'IFSE sera maintenue à hauteur de ..... % la première année et de..... % les deuxièmes et troisièmes années en cas de congé de longue maladie ou de grave maladie.

**ou**

**ARTICLE 9** – DÉCIDE que l'IFSE sera suspendue en cas de congé de longue maladie ou de congé de grave maladie.

**ARTICLE 10** –RAPPELLE que l'IFSE ne peut pas être maintenue en cas de congé de longue durée.

**ARTICLE 11** – RAPPELLE que le régime indemnitaire sera maintenu dans les mêmes proportions que le traitement durant les congés de maternité, de naissance, de paternité et d'accueil de l'enfant, pour l'arrivée d'un enfant en vue de son adoption et d'adoption, et qu'il en sera de même en cas de congé annuel.

**ARTICLE 12** - DÉFINIT comme suit les montants annuels maximum du Complément Indemnitaire Annuel (CIA) :

| Groupe de fonctions    | Liste des fonctions-emplois dans la collectivité | Montants annuels maximum en euros |
|------------------------|--|-----------------------------------|
| <b>Cadre d'emplois</b> |  |                                   |
| Groupe 1               |  |                                   |
| Groupe 2               |  |                                   |
| Groupe 3               |  |                                   |
| Groupe 4               |  |                                   |

*(Se référer au tableau annexé définissant les cadres d'emplois et montants plafonds). Ce tableau est à dupliquer en autant de cadres d'emplois concernés par la délibération.*

**ARTICLE 13** - DÉCIDE des modalités de versement et d'attribution du CIA comme suit :

➤ **Attribution**

L'autorité territoriale attribue individuellement à chaque agent un montant de CIA compris entre 0 et 100% du plafond individuel annuel et en tenant compte de l'engagement professionnel et de la manière de servir des agents appréciés par les critères suivants :

-.....  
-.....

Exemples non limitatifs de critères :

-résultats professionnels obtenus par l'agent et la réalisation de ses objectifs  
-engagement professionnel  
-les qualités relationnelles  
-la capacité d'encadrement ou d'expertise  
-sens du service public  
-accomplissement d'une mission particulière accomplie sur l'année de référence  
-...

➤ **Périodicité de versement**

Le CIA est versé annuellement (*l'organe délibérant est libre de fixer une autre périodicité de versement*).

➤ **Modalités de versement du CIA**

Le montant du CIA est proratisé en fonction du temps de travail de l'agent.

**ARTICLE 14** – PRÉCISE que le montant individuel du CIA n'est pas reconductible automatiquement d'une année sur l'autre.

*Le montant du CIA a vocation à être réajusté après chaque entretien professionnel. Il appartient à l'autorité territoriale d'apprécier si l'absence pour raison médicale ou pour toute autre motif doit ou non se traduire par une baisse, compte tenu de la manière de servir de l'agent. Compléter l'article 14 en ce sens.*

**ARTICLE 15** – RAPPELLE que l'IFSE et le CIA sont exclusifs de tout autre régime indemnitaire de même nature.

**ARTICLE 16** – *(Le cas échéant)* DÉCIDE le maintien, à titre individuel, du montant indemnitaire dont bénéficie le fonctionnaire en application des dispositions réglementaires antérieures.

**ARTICLE 17**– DIT que les dispositions de la présente délibération prendront effet à compter du.....

**ARTICLE 18** – DIT que les crédits correspondants sont inscrits au budget.

*Signature de l'autorité territoriale*

| RIFSEEP  |  |  |          |          |          |                           |         |         |          |   |          |          |          |
|--|--|--|----------|----------|----------|---------------------------|---------|---------|----------|---|----------|----------|----------|
| Cadre d'emploi   | Corps d'équivalence de l'Etat  | Montants plafonds annuels de l'indemnité d'IFSE (en euros) |          |          |          |                           |         |         |          | Plafonds annuels de l'indemnité en CIA (en euros) |          |          |          |
|  |  | Sans logement  |          |          |          | Logé par nécessité absolu |         |         |          |   |          |          |          |
|  |  | Groupe 1   | Groupe 2 | Groupe 3 | Groupe 4 | Groupe1                   | Groupe2 | Groupe3 | Groupe 4 | Groupe 1  | Groupe 2 | Groupe 3 | Groupe 4 |
| FILIÈRE ADMINISTRATIVE   |  |  |          |          |          |                           |         |         |          |   |          |          |          |
| <b>ADMINISTRATEURS</b><br>-Arrêté du 29 juin 2015<br>-Eligibilité au 01/07/2015        | Administrateurs civils   | 49 980 €   | 46 920 € | 42 330 € |          |                           |         |         |          | 8 820 €   | 8280 €   | 7 470€   |          |
| <b>ATTACHES</b><br>-Arrêté du 3 juin 2015<br>-Eligibilité au : 01/01/2016              | Attachés d'administration de l'Etat (services déconcentrés)                    | 36 210 €   | 32 130 € | 25 500 € | 20 400€  | 22310€                    | 17205€  | 14320€  | 11160€   | 6 390 €   | 5 670€   | 4 500€   | 3 600€   |
| <b>SECRETAIRES DE MAIRIE</b><br>-Arrêté du 3 juin 2015<br>-Eligibilité au 01/01/2016   | Attachés d'administration de l'Etat (services déconcentrés)                    | 36 210 €   | 32 130 € | 25 500 € | 20 400€  | 22310€                    | 17200€  | 14320€  | 11160€   | 6 390 €   | 5 670€   | 4 500€   | 3 600€   |
| <b>Rédacteurs</b><br>-Arrêté ministériel du 3<br>-Eligibilité au 01/01/2016            | Secrétaires administratifs des administrations de l'Etat                       | 17 480 €   | 16 015 € | 14 560 € |          | 8 030 €                   | 7 220 € | 6 670 € |          | 2 380 €   | 2 185 €  | 1 995 €  |          |
| <b>ADJOINTS ADMINISTRATIFS</b><br>-Arrêté du 20 mai 2014<br>-Eligibilité au 01/01/2016 | Adjointes administratifs des administrations de l'Etat (services déconcentrés) | 11 340 €   | 10 800 € |          |          | 7 090 €                   | 6 750 € |         |          | 1 260€  | 1 200€   |          |          |
| FILIÈRE TECHNIQUE  |  |  |          |          |          |                           |         |         |          |   |          |          |          |

|   |  |          |          |          |          |         |        |        |        |         |        |         |        |
|---|--|----------|----------|----------|----------|---------|--------|--------|--------|---------|--------|---------|--------|
| <b>INGENIEURS EN CHEF</b><br>-Arrêté du 14 avril 2019<br>-Eligibilité au 01/01/2019   | Ingénieurs des ponts, des eaux et des forêts                                   | 57 120 € | 49 980 € | 46 920 € | 42 330 € | 42840€  | 37490€ | 35190€ | 31750€ | 10800€  | 8820 € | 8 280 € | 7 470€ |
| <b>INGENIEURS -</b><br>Arrêté du 26 décembre 2017<br>-Eligibilité au : 01/03/2020     | Ingénieurs travaux publics de l’Etat   | 36 210 € | 32 130€  | 25 500€  |          | 2 310€  | 17205€ | 14320€ |        | 6 390€  | 5 670€ | 4 500€  |        |
| <b>TECHNICIENS -</b><br>Arrêté du 7 novembre 2017<br>-Eligibilité au 01/03/2020       | Techniciens supérieurs du développement durable                                | 17 480 € | 16 015 € | 14 650€  |          | 8 030€  | 7 220€ | 6 670€ |        | 2 380€  | 2 185€ | 1 995€  |        |
| <b>AGENTS DE MAITRISE</b><br>-Arrêté du 16 juin 2017<br>-Eligibilité au 01/01/2017    | Adjointes techniques des administrations de l’Etat                             | 11 340 € | 10 800 € |          |          | 7 090 € | 6 750€ |        |        | 1 260 € | 1200 € |         |        |
| <b>ADJOINTS TECHNIQUES</b><br>-Arrêté du 20 mai 2014<br>-Eligibilité au 01/01/2016    | Adjointes techniques des administrations de l’Etat                             | 11 340€  | 10 800€  |          |          | 7 090€  | 6 750€ |        |        | 1 260€  | 1200 € |         |        |
| <b>FILIÈRE ANIMATION</b>  |  |          |          |          |          |         |        |        |        |         |        |         |        |
| <b>ANIMATEURS</b><br>-Arrêté du 19 mars 2015<br>-Eligibilité au 01/01/2016            | Secrétaires administratifs des administrations de l’Etat                       | 17 480 € | 16 015 € | 14 650 € |          | 8 030€  | 7 220€ | 6 670€ |        | 2 380€  | 2185 € | 1 995€  |        |
| <b>ADJOINTS D’ANIMATION</b><br>-Arrêté du 20 mai 2014<br>-Eligibilité au : 01/01/2016 | Adjointes administratifs des administrations de l’Etat (services déconcentrés) | 11 340 € | 10 800€  |          |          | 7 090€  | 6 750€ |        |        | 1 260 € | 1200 € |         |        |
| <b>FILIÈRE MÉDICO-SOCIALE</b>   |  |          |          |          |          |         |        |        |        |         |        |         |        |



|   |   |          |         |         |  |  |  |  |  |         |        |         |  |
|---|---|----------|---------|---------|--|--|--|--|--|---------|--------|---------|--|
| <b>MEDECINS</b><br>-Arrêté du 3 juillet 2018<br>-Eligibilité au 01/07/2017  | Médecins Inspecteurs de santé publique  | 43 180 € | 38 250€ | 29 495€ |  |  |  |  |  | 7 620 € | 6 750€ | 5 205 € |  |
| <b>SAGES-FEMMES</b><br>-Arrêté du 23 décembre 2019<br>-Eligibilité au : 01/03/2020  | Cadres de santé paramédicaux civils du ministère de la défense                    | 25 500 € | 20 400€ |         |  |  |  |  |  | 4 500 € | 3600 € |         |  |
| <b>CADRE DE SANTE PARAMEDICAUX</b><br>-Arrêté du 23 novembre 2019<br>-Eligibilité au 01/03/2020                           | Cadres de santé paramédicaux civils du ministère de la défense                    | 25 500€  | 20 400€ |         |  |  |  |  |  | 4 500 € | 3 600€ |         |  |
| <b>PSYCHOLOGUES</b><br>-Arrêté du 23 décembre 2019<br>-Eligibilité au 01/03/2020  | Psychologues des services déconcentrés de la protection judiciaire de la jeunesse | 25 500 € | 20 400€ |         |  |  |  |  |  | 4 500€  | 3 600€ |         |  |
| <b>CADRE DE SANTE INFIRMIERS ET TECHNICIENS PARAMEDICAUX</b><br>-Arrêté du 23 décembre 2019<br>-Eligibilité au 01/03/2020 | Cadres de santé paramédicaux civils du ministère de la défense                    | 25 500€  | 20 400€ |         |  |  |  |  |  | 4 500€  | 3 600€ |         |  |
| <b>PUERICULTRICES -</b><br>Arrêté du 23 décembre 2019<br>-Eligibilité au 01/03/2020                                       | Infirmiers civils de soins généraux et spécialisés du ministère de la défense     | 19 480€  | 15 300€ |         |  |  |  |  |  | 3 440€  | 2 700€ |         |  |
| <b>INFIRMIERS EN SOINS GENERAUX</b><br>-Arrêté du 23 décembre 2019<br>-Eligibilité au 01/03/2020                          | Infirmiers civils de soins généraux et spécialisés du ministère de la défense     | 19 480€  | 15 300€ |         |  |  |  |  |  | 3 440€  | 2 700€ |         |  |
| <b>INFIRMIERS</b><br>-Arrêté du 4 juillet 2017<br>-Eligibilité  | Infirmiers civils de soins généraux et spécialisés du ministère de la défense     | 9 000€   | 8 010€  |         |  |  |  |  |  | 1 230€  | 1 090€ |         |  |

|  |   |         |         |         |  |        |        |  |  |        |        |        |  |
|--|---|---------|---------|---------|--|--------|--------|--|--|--------|--------|--------|--|
| au 01/03/2020  |   |         |         |         |  |        |        |  |  |        |        |        |  |
| <b><u>TECHNICIENS<br/>PARAMEDICAUX</u></b><br>-Arrêté du 4 juillet<br>2017<br>-Eligibilité au<br>01/03/2017                    | Techniciens paramédicaux civils du<br>ministère de la défense   | 9 000€  | 8 010€  |         |  |        |        |  |  | 1 230€ | 1 090€ |        |  |
| <b><u>AUXILIAIRES DE<br/>PUERICULTURE</u></b><br>-Arrêté du 20 mai<br>2014<br>-Eligibilité au<br>01/03/2020                    | Aides-soignants et agents des services<br>hospitaliers qualifiés civils du<br>ministère de la défense | 11 340€ | 10 800€ |         |  |        |        |  |  | 1 260€ | 1 200€ |        |  |
| <b>FILIÈRE MÉDICOTECHNIQUE</b>   |   |         |         |         |  |        |        |  |  |        |        |        |  |
| <b><u>BIOLOGISTES,<br/>VETERINAIRES ET<br/>PHARMACIENS</u></b><br>-Arrêté du 08 avril<br>2019<br>-Eligibilité au<br>01/01/2017 | Inspecteurs de santé publique<br>vétérinaire  | 49 980€ | 46 920€ | 42 330€ |  |        |        |  |  | 8 820€ | 8 280€ | 7 470€ |  |
| <b>FILIÈRE SOCIALE</b>   |   |         |         |         |  |        |        |  |  |        |        |        |  |
| <b><u>CONSEILLERS SOCIO-<br/>EDUCATIFS</u></b><br>-Arrêté du 3 juin<br>2015<br>-Eligibilité au<br>01/01/2016                   | Conseillers techniques de service<br>social des administrations de l'Etat<br>(services déconcentrés)  | 19 480€ | 15 300€ |         |  | 19480€ | 15300€ |  |  | 3 440€ | 2 700€ |        |  |
| <b><u>ASSISTANTS SOCIO-<br/>EDUCATIFS</u></b><br>-Arrêté du 3 juin<br>2015<br>-Eligibilité au :<br>01/01/2016                  | Assistants de service social des<br>administrations de l'Etat (services<br>déconcentrés)              | 11 970€ | 10 560€ |         |  | 11970€ | 10560€ |  |  | 1 630€ | 1 440€ |        |  |

|   |   |          |          |          |         |        |         |        |        |        |        |        |        |
|---|---|----------|----------|----------|---------|--------|---------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|
| <b><u>EDUCATEURS DE JEUNES ENFANTS</u></b><br>-Arrêté du 17 décembre 2018<br>-Eligibilité au 01/03/2020                 | Educateurs spécialisés des instituts nationaux de jeunes sourds et de l’Institut national des jeunes aveugles | 14 000€  | 13 500€  | 13 000 € |         |        |         |        |        | 1 550€ | 1 450€ |        |        |
| <b><u>MONITEURS EDUCATEURS ET INTERVENANTS FAMILIAUX</u></b><br>-Arrêté du 4 juillet 2017<br>-Eligibilité au 01/03/2020 | Moniteurs-éducateurs des instituts nationaux de jeunes sourds et de l’Institut national des jeunes aveugles   | 9 000€   | 8 010€   |          |         |        |         |        |        | 1 230€ | 1 090€ |        |        |
| <b><u>AGENTS SOCIAUX</u></b><br>-Arrêté du 20 mai 2014<br>-Eligibilité au 01/01/2016                                    | Adjoints administratifs des administrations de l’Etat (services déconcentrés)                                 | 11 340€  | 10 800€  |          |         | 7 090€ | 6 750€  |        |        | 1 260€ | 1200 € |        |        |
| <b><u>ATSEM</u></b><br>-Arrêté du 20 mai 2014<br>-Eligibilité au 01/01/2016   | Adjoints administratifs des administrations de l’Etat (services déconcentrés)                                 | 11 340€  | 10 800€  |          |         | 7 090€ | 6 750 € |        |        | 1 260€ | 1 200€ |        |        |
| <b>FILIÈRE CULTURELLE</b>   |   |          |          |          |         |        |         |        |        |        |        |        |        |
| <b><u>CONSERVATEURS PATRIMOINE</u></b><br>-Arrêté du 7 décembre 2017<br>-Eligibilité au 01/01/2017                      | Conservateurs du patrimoine   | 46 920 € | 40 290€  | 34 450€  | 31 450€ | 25810€ | 22160€  | 18950€ | 17298€ | 8 280€ | 7 110€ | 6 080€ | 6 081€ |
| <b><u>CONSERVATEURS DES BIBLIOTHEQUES</u></b><br>-Arrêté du 14 mai 2018<br>-Eligibilité au : 01/09/2017                 | Conservateurs de bibliothèques  | 34 000 € | 31 450 € | 29 750€  |         |        |         |        |        | 6 000€ | 5 550€ | 5 250€ |        |
| <b>-Arrêté du 3 juin 2015</b><br>-Eligibilité au 01/03/2020   | Personnels de direction d’établissement d’enseignement ou de formation  | 36 210€  | 32 130€  | 25 500€  | 20 400€ | 22310€ | 17205€  | 14320€ | 11160€ | 6 390€ | 5 670€ | 4 500€ | 3 600€ |

|   |  |          |          |         |  |         |        |        |  |         |        |        |  |
|---|--|----------|----------|---------|--|---------|--------|--------|--|---------|--------|--------|--|
| <b><u>ATTACHES DE CONSERVATION DU PATRIMOINE ET DES BIBLIOTHEQUES</u></b><br>-Arrêté du 14 mai 2018<br>-Eligibilité au 01/09/2017   | Bibliothécaires  |          | 27 200€  |         |  |         |        |        |  | 5 250€  | 4 800€ |        |  |
| <b><u>ASSISTANTS DE CONSERVATION DU PATRIMOINE ET DES BIBLIOTHEQUES</u></b><br>-Arrêté du 14 mai 2018<br>-Eligibilité au 01/09/2017 | Bibliothécaires assistants spécialisés   | 16 720 € | 14 960€  |         |  |         |        |        |  | 2 280 € | 2040 € |        |  |
| <b><u>ADJOINTS DU PATRIMOINE</u></b><br>-Arrêté du 30 décembre 2016<br>-Eligibilité au 01/01/2017                                   | Adjointes techniques d'accueil de surveillance et de magasinage du ministère de la culture | 11 340€  | 10 800€  |         |  | 7 090€  | 6 750€ |        |  | 1 260€  | 1 200€ |        |  |
| <b>FILIÈRE SPORTIVE</b>   |  |          |          |         |  |         |        |        |  |         |        |        |  |
| <b><u>CONSEILLERS DES APS</u></b><br>-Arrêté du 23 décembre 2019<br>-Eligibilité au 01/03/2020                                      | Conseillers d'éducation populaire et de jeunesse   | 25 500€  | 20 400€  |         |  |         |        | 6 670€ |  | 4 500€  | 3 600€ |        |  |
| <b><u>EDUCATEURS DES APS</u></b><br>Arrêté du 19 mars 2015<br>-Eligibilité au : 01/01/2016  | Secrétaires administratifs des administrations de l'Etat (services déconcentrés)           | 17 480 € | 16 015€  | 14 650€ |  | 8 030 € | 7 220€ | 6 670€ |  | 2 380€  | 2 185€ | 1 995€ |  |
| <b><u>OPERATEURS DES APS</u></b><br>-Arrêté du 20 mai 2014<br>-Eligibilité au 01/01/2016  | Adjointes administratifs des administrations de l'Etat (services déconcentrés)             | 11 340€  | 10 800 € |         |  | 7 090€  | 6 750€ |        |  | 1 260€  | 1 200€ |        |  |

\*Critères dans la Fonction Publique de l'Etat pour déterminer les groupes de fonctions :

- ▶ **Groupe 1** : encadrement, coordination, pilotage, conception
- ▶ **Groupe 2** : technicité, expertise, expérience, qualification
- ▶ **Groupe 3** : sujétions particulières